



Réponse de RTE à la consultation publique de la CRE
N°2019-022 relative aux installations faisant l'objet de
modifications prévues par le règlement (CE)
N° 714/2009 du parlement européen.

10 janvier 2020



1 Contexte et objet

En application de l'article 6 du règlement (CE) n°714/2009 du Parlement européen et du Conseil du 13 juillet 2009 sur les conditions d'accès au réseau pour les échanges transfrontaliers d'électricité et abrogeant le règlement (CE) n° 1228/2003, la Commission européenne a adopté en 2016 trois règlements établissant respectivement un code de réseau relatif aux conditions de raccordement au réseau électrique (ci-après « codes de raccordement »), publiés au *Journal Officiel de l'Union européenne* (JOUE) :

- le règlement (UE) 2016/631 de la Commission du 14 avril 2016 établissant un code de réseau sur les exigences applicables au raccordement au réseau des installations de production d'électricité (ci-après, « code de raccordement RfG ») ;
- le règlement (UE) 2016/1447 de la Commission du 26 août 2016 établissant un code de réseau sur les exigences applicables au raccordement au réseau des systèmes en courant continu à haute tension et des parcs non synchrones de générateurs raccordés en courant continu (ci-après, « code de raccordement HVDC ») ;
- le règlement (UE) 2016/1388 de la Commission du 17 août 2016 *établissant un code de réseau sur les exigences applicables au raccordement au réseau des réseaux de distribution et des installations de consommation* (ci-après, « code de raccordement DCC »).

Certaines exigences techniques sont définies de manière exhaustive et sont donc directement applicables. En revanche, pour d'autres exigences, les codes de raccordement se limitent à fournir des plages de valeurs ou des principes. Les exigences applicables (i) aux installations existantes faisant l'objet de modifications et (ii) aux nouvelles installations raccordées après l'entrée en application des exigences des codes de raccordement faisant l'objet de modifications ne sont pas détaillées dans les codes.

C'est dans ce contexte que la CRE procède à la présente consultation publique dans le but de questionner les utilisateurs du réseau et les gestionnaires de réseau sur :

- les exigences des codes de réseaux relatives au raccordement s'appliquant en cas de modification substantielle ou importante d'un élément raccordé au réseau ; et
- l'établissement d'une nouvelle convention de raccordement ou la modification de la convention de raccordement en cas de modification substantielle ou importante d'un élément raccordé au réseau.

L'objet de ce document constitue la réponse de RTE à cette consultation publique référencée « N° 2019-022 du 27 Novembre 2019 ». RTE est favorable aux 12 propositions de la CRE qui sont en ligne avec les résultats des concertations. Toutefois, RTE soumet des reformulations de texte en apportant des précisions afin de garder la cohérence avec les concertations qui ont été menées sur ce sujet.



2 Réponses à la consultation

2.1 Modification substantielle d'une unité de production d'électricité

Rédaction envisagée par la CRE :

Lorsqu'une augmentation de puissance d'une unité de production d'électricité la conduit à changer de catégorie, l'ensemble des exigences du code de raccordement RfG relatives aux nouveaux types de l'unité s'appliquent à l'intégralité de l'unité de production d'électricité.

Question 1

Êtes-vous favorable à l'application de l'ensemble des exigences du règlement RfG à une unité de production, en cas de changement de catégorie ?

RTE est favorable à la proposition de la CRE relative à l'application de l'ensemble des exigences du code de raccordement RfG à une unité dont l'augmentation de puissance l'amène à changer de catégorie.

Comme indiqué dans le bilan de concertation, il convient de distinguer :

- une « *nouvelle unité de production* » au sens de l'article 3 du code de raccordement RfG, c'est-à-dire une unité faisant l'objet d'une demande de raccordement après la date d'entrée en application dudit code. Cette unité se voit attribuer à sa demande de raccordement une catégorie d'appartenance.
En cas de modification de l'unité de production impliquant un changement de catégorie, l'ensemble des exigences du code de raccordement RfG relatives à cette nouvelle catégorie s'appliquent à l'intégralité de ladite unité.
Si les seuils définissant les catégories d'unités sont modifiés après la demande de raccordement, il est proposé que ce critère ne soit pas applicable (pas de rétroactivité des seuils).
- Une unité existante au sens de l'article 4 du code de raccordement RfG, *i.e* une unité existante au moment de l'entrée en application du code de raccordement RfG.
Le critère du changement de seuil ne s'applique pas aux modifications desdites unités. Elles se verront appliquer les critères de modifications prévus aux questions 2, 3 et 4 de la présente consultation.

Les modifications et ajouts proposés par RTE sont indiqués en gras.

RTE propose ainsi de modifier la rédaction envisagée par la CRE comme suit :

*«Lorsqu'une augmentation de puissance d'une unité de production d'électricité la conduit à changer de catégorie, l'ensemble des exigences du code de raccordement RfG relatives **aux nouveaux types à la nouvelle catégorie de l'unité** s'appliquent à l'intégralité de l'unité de production d'électricité. **Le dépassement d'un seuil de catégorie s'apprécie en considérant les seuils en vigueur lors de la demande de raccordement initiale, ou le cas échéant de la demande de modification substantielle la plus récente**»*

Rédaction envisagée par la CRE :

Pour les parcs non synchrones de générateurs faisant l'objet d'une augmentation de leur puissance maximale P_{max} et pour lesquels l'augmentation de puissance ne fait pas changer de catégorie :

- *les exigences du code de raccordement RfG s'appliquent à l'intégralité du parc non synchrone, lorsque l'augmentation de la puissance P_{max} de l'unité est supérieure ou égale à 50% de la puissance P_{max} initialement raccordée, que cette augmentation résulte d'une modification ou de plusieurs modifications successives ;*
- *les exigences du code de raccordement RfG s'appliquent aux parties neuves ou modifiées du parc non synchrone lorsque l'augmentation de la puissance P_{max} de l'unité, qu'elle intervienne en une fois ou à l'occasion de plusieurs modifications successives, est supérieure ou égale à 10% et inférieure à 50% de la puissance P_{max} initialement raccordée.*

Pour les parcs non synchrones de générateurs de type A restant du même type après l'augmentation de puissance, seules les parties neuves ou modifiées doivent respecter les exigences du code de raccordement RfG même si l'augmentation de puissance est supérieure à 50% de la puissance P_{max} initialement raccordée.

Les exigences d'injection de courant réactif sur défaut, de tenue à la sous-tension et à la surtension ne s'appliquent pas aux machines existantes, seul le maintien des performances est demandé.

Question 2

Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement RfG proposées à un parc non synchrone de générateurs, en cas d'augmentation de la puissance P_{max} du parc non synchrone de générateur de plus de 10% ?

RTE est favorable à la proposition de la CRE visant à reprendre les critères mentionnés à l'article 1^{er} de l'arrêté 23 avril 2008 relatif aux prescriptions techniques de conception et de fonctionnement pour le raccordement au réseau public de transport d'électricité d'une installation de production d'énergie électrique et à les appliquer, dans le cadre du code de raccordement RfG, aux modifications des parcs non synchrone de générateurs, à savoir :

- la mise en conformité totale du parc non synchrone aux exigences du code de raccordement RfG lorsque l'augmentation de puissance est supérieure ou égale à 50% P_{max} de l'unité.
Néanmoins, il est apparu, au sein des travaux de l'instance de concertation, des difficultés d'application des dispositions du code de raccordement RfG relatives à la tenue au creux de tension et à l'injection de courant réactif sur défaut pour les machines existantes. Il est donc proposé d'exiger le maintien des performances des générateurs existants du parc non synchrone ne subissant pas de modification pour ces deux exigences.



- La mise en conformité des parties neuves ou modifiées du parc non synchrone aux exigences du code de raccordement RfG lorsque l'augmentation de puissance est supérieure ou égale à 10% P_{max} de l'unité et inférieure à 50% P_{max} de l'unité.

Les modifications et ajouts proposés par RTE sont indiqués en gras.

RTE propose ainsi de modifier la rédaction envisagée par la CRE comme suit :

« Pour les parcs non synchrones de générateurs faisant l'objet d'une augmentation de leur puissance maximale P_{max} et pour lesquels l'augmentation de puissance ne fait pas changer de catégorie :

- *les exigences du code de raccordement RfG s'appliquent à l'intégralité du parc non synchrone, lorsque l'augmentation de la puissance P_{max} de l'unité est supérieure ou égale à 50% de la puissance P_{max} initialement raccordée, que cette augmentation résulte d'une modification ou de plusieurs modifications successives ;*
- *les exigences du code de raccordement RfG s'appliquent aux parties neuves ou modifiées du parc non synchrone lorsque l'augmentation de la puissance P_{max} de l'unité, qu'elle intervienne en une fois ou à l'occasion de plusieurs modifications successives, est supérieure ou égale à 10% et inférieure à 50% de la puissance P_{max} initialement raccordée.*

Pour les parcs non synchrones de générateurs de type A restant du même type après l'augmentation de puissance, seules les parties neuves ou modifiées doivent respecter les exigences du code de raccordement RfG même si l'augmentation de puissance est supérieure à 50% de la puissance P_{max} initialement raccordée.

Dans le cas d'une augmentation de puissance supérieure à 50% de la puissance P_{max} initialement raccordée, le maintien des performances relatives aux Les exigences d'injection de courant réactif sur défaut, de tenue à la sous au creux de tension et de tenue à la surtension est exigé pour les générateurs existants. ~~Ne s'appliquent pas aux machines existantes, seul le maintien des performances est demandé.~~ »

Rédaction envisagée par la CRE :

Pour les unités de production synchrones faisant l'objet d'une augmentation de leur puissance maximale P_{max} et que l'augmentation de puissance ne fait pas changer de catégorie :

- *L'ensemble des exigences du code de raccordement RfG s'appliquent à l'unité synchrone lorsque l'augmentation de la puissance P_{max} de l'unité est supérieure ou égale à 50% de la puissance P_{max} initialement raccordée, que cette augmentation intervienne en une fois ou à l'occasion de plusieurs modifications successives.*
- *Les exigences du code de raccordement RfG s'appliquent partiellement, selon les dispositions décrites ci-après, aux unités dont l'augmentation de la puissance maximale injectée, que cette augmentation intervienne une fois ou à l'occasion de plusieurs modifications successives :*

- est supérieure ou égale à 30% de la puissance P_{max} initialement raccordée et inférieure à 50% de la puissance P_{max} initialement raccordée, si l'unité fait partie d'une installation hydraulique composée d'au moins trois unités,
- est supérieure ou égale à 20% de la puissance P_{max} initialement raccordée et inférieure à 50% de la puissance P_{max} initialement raccordée, pour les autres unités synchrones.

Pour les unités synchrones existantes de type A restant du même type après la modification, les exigences du code de raccordement RfG qui s'appliquent en cas d'application partielle des exigences du code de raccordement RfG sont les exigences relatives aux systèmes de protection.

Pour les unités synchrones de type B restant du même type après la modification, les exigences du code de raccordement RfG qui s'appliquent en cas d'application partielle des exigences du code de raccordement RfG sont les exigences relatives :

- à l'interface de commande (DEIE),
- aux systèmes de contrôle-commande et de protection,
- à la tenue au creux de tension conformément à l'article 14 du code de raccordement RfG.

Pour les unités synchrones de type C et D, et qui restent du même type après la modification, les exigences du code de raccordement RfG qui en cas d'application partielle des exigences du code de raccordement RfG sont les exigences relatives :

- aux plages de fréquence,
- à la réduction admissible de puissance sur baisse de fréquence,
- aux capacités en réactif,
- aux réglages primaire et secondaire de fréquence,
- aux systèmes de contrôle-commande et de protection,
- au suivi en temps réel du mode FSM,
- à la capacité de démarrage autonome pour les unités déjà dotées de cette capacité,
- au fonctionnement en réseau séparé pour les unités déjà dotées de cette capacité,
- aux modèles de simulation,
- au diagramme U/Q, et
- aux plages de tensions pour les unités de type D.
- au LFSM-O,
- aux conditions de couplage automatique au réseau,
- au gabarit de creux de tension : Le gabarit proposé pour les unités synchrones de type C est moins contraignant que le gabarit actuel,
- à la reconnexion après perturbation réseau,
- aux systèmes de contrôle- commande et de protection,
- aux échanges d'information,
- au système de réglage de tension,
- au rétablissement de puissance active après défaut,
- au suivi de consigne de puissance active,
- au LFSM-U,
- à la stabilité en tension et puissance,
- à l'instrumentation,
- à la mise à la terre transformateur,
- à la synchronisation au réseau,
- au système de réglage de tension (réglage secondaire),

- à la régulation (limiteurs, PSS,...), et
- à la contribution à la stabilité angulaire.

Question 3

Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement RfG proposées à une unité de production synchrone, en cas d'augmentation de la puissance P_{max} de l'unité de plus de 20% ?

RTE est favorable à la proposition de la CRE relative à l'application des exigences du code de raccordement RfG proposées à une unité de production synchrone, en cas d'augmentation de la puissance P_{max} de l'unité de plus de 20%.

Sur les modalités d'application des exigences techniques du code de raccordement RfG à ce cas, il est proposé dans le bilan de concertation :

- concernant la mise en conformité partielle des unités synchrones de type A ou B aux exigences du code de raccordement RfG :
 - pour les unités existantes de type A, et qui restent de type A après l'augmentation de puissance, le maintien des performances existantes est demandé. De plus, et comme dans les autres cas d'augmentation de puissance, la mise à jour du réglage des protections peut être nécessaire ;
 - compte-tenu du retour des acteurs sur la difficulté pour tenir le creux de tension des unités synchrones de moins de 5 MW existantes installées avant 2012 (classé type B), il est proposé d'adapter l'exigence dans le cas d'une modification substantielle. Dans ce cas, aucune exigence supplémentaire de tenue au creux de tension ne sera demandée. Seul le maintien de la performance existante sera demandé.
- concernant la mise en conformité partielle des unités synchrones de type C ou D aux exigences du code de raccordement RfG, l'objectif poursuivi par RTE est d'appliquer les exigences du code RfG indispensables à l'exploitation des réseaux publics d'électricité en garantissant un coût raisonnable de cette mise en conformité pour le producteur. C'est pourquoi il est proposé :
 - d'une part, de définir une liste d'exigences pour lesquelles une adaptation est proposée tel que précisé dans la documentation technique de référence du Gestionnaire du réseau public de transport d'électricité ;
 - d'autre part, de définir une liste d'exigences pour lesquelles la mise en conformité est requise.
- Pour l'ensemble des unités (A, B, C et D) :
 - concernant la capacité à supporter des vitesses de variation de fréquence (ROCOF) : l'instance de concertation d'implémentation du code RfG a considéré préférable d'attendre les conclusions d'études au niveau de la zone synchrone avant de définir cette



exigence. Ainsi, dans le cadre de la première implémentation du code, cette dernière n'est pas définie. Si l'exigence relative au ROCOF est définie lors d'une prochaine évolution des prescriptions, les modalités d'application de cette exigence aux cas de modification d'une unité existante seront étudiées.

- Les exigences relatives aux systèmes de protection sont générales ; elles ne se limitent pas aux unités de type A.

Les modifications et ajouts proposés par RTE sont indiqués en gras.

RTE propose ainsi de modifier la rédaction envisagée par la CRE comme suit :

« Pour les unités de production synchrones faisant l'objet d'une augmentation de leur puissance maximale P_{max} et que l'augmentation de puissance ne fait pas changer de catégorie :

- L'ensemble des exigences du code de raccordement RfG s'appliquent à l'unité synchrone lorsque l'augmentation de la puissance P_{max} de l'unité est supérieure ou égale à 50% de la puissance P_{max} initialement raccordée, que cette augmentation intervienne en une fois ou à l'occasion de plusieurs modifications successives.
- Les exigences du code de raccordement RfG s'appliquent partiellement, selon les dispositions décrites ci-après, aux unités dont l'augmentation de la puissance maximale injectée, que cette augmentation intervienne une fois ou à l'occasion de plusieurs modifications successives :
 - est supérieure ou égale à 30% de la puissance P_{max} initialement raccordée et inférieure à 50% de la puissance P_{max} initialement raccordée, si l'unité fait partie d'une installation hydraulique composée d'au moins trois unités,
 - est supérieure ou égale à 20% de la puissance P_{max} initialement raccordée et inférieure à 50% de la puissance P_{max} initialement raccordée, pour les autres unités synchrones.

Pour les unités synchrones existantes de type A restant du même type après la modification, **le maintien des performances est requis. les exigences du code de raccordement RfG qui s'appliquent en cas d'application partielle des exigences du code de raccordement RfG sont les exigences relatives aux systèmes de protection.** De plus, comme dans les autres cas d'augmentation de puissance, la mise à jour du réglage des protections peut s'avérer nécessaire.

Pour les unités synchrones de type B restant du même type après la modification, les exigences du code de raccordement RfG qui s'appliquent en cas de mise en conformité partielle sont les exigences relatives :

- à l'interface de commande (DEIE),
- aux systèmes de contrôle-commande et de protection,
- à la tenue au creux de tension conformément à l'article 14 du code de raccordement RfG.



Pour les unités synchrones de type C et D, et qui restent du même type après la modification :

- **les exigences du code de raccordement RfG qui peuvent faire l'objet d'adaptations, telles que précisées dans la Documentation Technique de Référence du Gestionnaire de Réseau, en cas de mise en conformité partielle sont les exigences relatives :**
 - aux plages de fréquence,
 - à la réduction admissible de puissance sur baisse de fréquence,
 - aux capacités en réactif,
 - aux réglages primaire et secondaire de fréquence,
 - aux systèmes de contrôle-commande et de protection,
 - au suivi en temps réel du mode FSM,
 - à la capacité de démarrage autonome pour les unités déjà dotées de cette capacité,
 - au fonctionnement en réseau séparé pour les unités déjà dotées de cette capacité,
 - aux modèles de simulation,
 - au diagramme U/Q, et
 - aux plages de tensions pour les unités de type D.
- **les exigences du code de raccordement RfG qui s'appliquent en cas de mise en conformité partielle sont les exigences relatives :**
 - au LFSM-O,
 - aux conditions de couplage automatique au réseau,
 - au gabarit de creux de tension : Le gabarit proposé pour les unités synchrones de type C est moins contraignant que le gabarit actuel,
 - à la reconnexion après perturbation réseau,
 - aux systèmes de contrôle- commande et de protection,
 - aux échanges d'information,
 - au système de réglage de tension,
 - au rétablissement de puissance active après défaut,
 - au suivi de consigne de puissance active,
 - au LFSM-U,
 - à la stabilité en tension et puissance,
 - à l'instrumentation,
 - à la mise à la terre transformateur,
 - à la synchronisation au réseau,
 - au système de réglage de tension (réglage secondaire),
 - à la régulation (limiteurs, PSS,...), et
 - à la contribution à la stabilité angulaire. »

Rédaction envisagée par la CRE :

En cas de changement simultané du rotor et du stator pour les unités synchrones ou d'un remplacement de 10% ou plus (en puissance) des générateurs ou onduleurs pour les parcs non synchrones, les exigences du règlement RfG qui s'appliquent seront indiquées dans la documentation technique de référence des gestionnaires de réseau.

Question 4

Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement RfG proposées à une unité de production, en cas de modification d'un élément essentiel de l'unité ?

Si RTE est favorable à la proposition de la CRE quant à la définition dans la DTR des gestionnaires des réseaux de transport des exigences du règlement RfG qui s'appliquent en cas de modification d'un élément essentiel de l'unité, il reste réservé quant à la définition par le régulateur des cas de modification d'un élément essentiel de l'unité.

En effet, l'instance de concertation a souhaité que la DTR définisse la notion de « *modification d'un élément essentiel de l'unité* », ceci afin de pouvoir la compléter suite à concertation avec des cas particuliers non anticipés par les parties prenantes. Les cas de changement simultané du rotor et du stator pour les unités synchrones ou d'un remplacement de 10% ou plus (en puissance) des générateurs ou onduleurs pour les parcs non synchrones seront donc mentionnés dans la DTR.

Or, la proposition de rédaction de la CRE réduit cette marge de souplesse. RTE propose de se rapprocher des conclusions de l'instance de concertation et de modifier en conséquence la rédaction.

RTE propose ainsi de modifier la rédaction envisagée par la CRE comme suit (les modifications et ajouts proposés par RTE sont indiqués en gras) :

« En cas de changement ~~simultané du rotor et du stator pour les unités synchrones ou d'un remplacement de 10% ou plus (en puissance) des générateurs ou onduleurs pour les parcs non synchrones~~ d'un élément-essentiel de la technologie de l'installation tel que précisé de manière exhaustive dans la documentation technique de référence des gestionnaires de réseau public d'électricité, les exigences du règlement RfG qui s'appliquent seront indiquées dans la documentation technique de référence des gestionnaires de réseau. »



Rédaction envisagée par la CRE :

L'ensemble des exigences du règlement RfG s'appliquent à l'intégralité d'une unité de production d'électricité faisant l'objet d'investissements de rénovation mentionnés à l'article R.314-14 du code de l'énergie.

Question 5

Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement RfG proposées à une unité de production faisant l'objet d'investissements de rénovation mentionnés à l'article R.314-14 du code de l'énergie ?

RTE est favorable à l'application de l'ensemble des exigences du règlement RfG à une unité de production faisant l'objet d'investissements de rénovation relatifs à l'obligation d'achat ou au complément de rémunération (article 4 de l'arrêté de xx/xx/2020).

La référence à l'article R. 314-14 du code de l'énergie nous semble obsolète. Il est préférable de se référer aux dispositions de l'article L. 314-1 et de l'article L. 314-18 du code de l'énergie.

Les modifications et ajouts proposés par RTE sont indiqués en gras.

RTE propose d'amender la rédaction comme suit :

*« L'ensemble des exigences du règlement RfG s'appliquent à l'intégralité d'une unité de production d'électricité faisant l'objet d'investissements de rénovation **relatifs à l'obligation d'achat prévue par l'article L. 314-1 du code de l'énergie ou au complément de rémunération prévu par l'article L. 314-18 du code de l'énergie** mentionnés à l'article R.314-14 du code de l'énergie ».*

Rédaction envisagée par la CRE :

Lorsqu'une unité de production fait l'objet d'une modification substantielle, la convention de raccordement entre le producteur et le gestionnaire de réseau est mise à jour pour décrire les mises en conformité de l'unité de production aux exigences du code de raccordement RfG.

Question 6

Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la modification de la convention de raccordement à la suite d'une modification substantielle d'une unité de production ? Avez-vous d'autres propositions ?



Le code de réseau RfG se limite à décrire les exigences techniques applicables à la maille de l'unité de production. Aussi, en cas de « modifications substantielles » d'une unité de production, il convient de limiter la problématique de la mise à jour de la convention de raccordement aux seules prescriptions techniques relevant du code RfG, les autres prescriptions relevant de l'application des dispositions de l'arrêté en attente de publication.

De ce fait, la proposition est la suivante :

*Lorsqu'une unité de production fait l'objet d'une modification substantielle **telle que définie à l'article 34 de l'arrêté du xx/xx/2020**, la convention de raccordement ~~entre le producteur et le gestionnaire de réseau est mise à jour pour décrire les mises en conformité de l'unité de production aux exigences du code de raccordement RfG~~ précise, pour ce qui relève de l'application des prescriptions définies dans le code de raccordement RfG, les nouvelles exigences applicables à l'unité de production conformément à la présente délibération de la CRE.*

2.2 Modifications importantes d'un système de courant continu à haute tension ou d'un parc non synchrone de générateurs raccordé en courant continu

Rédaction envisagée par la CRE :

L'ensemble des exigences du règlement HVDC s'appliquent à l'intégralité d'un système en courant continu à haute tension ou d'un parc non synchrone de générateurs raccordés en courant continu lorsque ce dernier fait l'objet d'une modification importante.

Question 7

Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement HVDC proposées à un système en courant continu à haute tension faisant l'objet d'une modification telle que défini à l'article 91 du projet d'arrêté ?

RTE est favorable à l'application de l'ensemble des exigences du code HVDC pour un système en courant continu à haute tension ou pour les parcs non synchrones de générateurs raccordés en courant continu selon les modalités de l'article 91 de l'arrêté en attente de publication.

Rédaction envisagée par la CRE :

Lorsqu'un système en courant continu à haute tension fait l'objet d'une modification importante, la convention de raccordement entre le propriétaire du système haute tension et le gestionnaire de réseau est mise à jour pour décrire les mises en conformité de l'unité de production aux exigences du code de raccordement RfG.

Question 8

Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la modification de la convention de raccordement à la suite d'une modification importante d'un système en courant continu à haute tension ?

Le code de réseau HVDC se limite à décrire les exigences techniques applicables à la maille du système HVDC. Aussi, en cas de « modifications importantes », il convient de limiter la problématique de la mise à jour de la Convention de raccordement aux seules prescriptions techniques relevant du code HVDC, les autres prescriptions relevant de l'application de la DTR de RTE, en l'absence de dispositions réglementaires.



De ce fait, la proposition est la suivante :

Lorsqu'un système en courant continu à haute tension fait l'objet d'une modification importante, tel que défini à l'article 91 de l'arrêté du xx/xx/2020, la convention de raccordement ~~entre le propriétaire du système haute tension et le gestionnaire de réseau est mise à jour pour décrire les mises en conformité de l'unité de production aux exigences du code de raccordement RfG~~ précise, pour ce qui relève de l'application des prescriptions définies dans le code HVDC, les nouvelles exigences applicables au système conformément à la présente délibération de la CRE.



2.3 Modification importantes d'une installation de consommation d'électricité

Rédaction envisagée par la CRE :

L'ensemble des exigences du code de raccordement DCC s'appliquent à l'intégralité d'une installation de consommation lorsque cette dernière fait l'objet d'une modification importante.

Question 9

Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement DCC proposées à une installation de consommation faisant l'objet d'une modification importante ?

RTE est favorable à la proposition de la CRE, à savoir l'application de l'ensemble des exigences du règlement DCC à une installation de consommation faisant l'objet d'une modification importante telle que définie dans l'article 152 de l'arrêté en attente de publication.

Contrairement au cas des réseaux de distribution, l'instance de concertation n'a pas proposé une « application partielle » des exigences du code de raccordement DCC à appliquer aux installations de consommation existantes soumises à des modifications importantes au sens du code de raccordement DCC.

Ainsi, l'ensemble des exigences du code de raccordement DCC seraient à appliquer non seulement aux installations de consommation faisant l'objet d'une demande de raccordement au RPT, mais également aux installations de consommation existantes soumises à des modifications importantes listées dans l'article 152 du projet d'arrêté.

Rédaction envisagée par la CRE :

Pour les installations de consommation, l'établissement d'une nouvelle convention de raccordement est nécessaire en cas de modification importante.

Question 10

Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la révision de la convention de raccordement à la suite d'une modification importante d'une installation de consommation ?

Le code de réseau DCC se limite à décrire les exigences techniques applicables à la maille de l'installation de consommation. Aussi, en cas de « modifications importantes », il convient de limiter la problématique de la mise à jour de la convention de raccordement aux seules prescriptions



techniques relevant du code DCC ; les autres prescriptions relevant de l'application des dispositions de l'arrêté en attente de publication.

De ce fait, la proposition est la suivante :

~~Pour les installations de consommation, l'établissement d'une nouvelle convention de raccordement est nécessaire en cas de modification importante. Lorsqu'une installation de consommation fait l'objet d'une modification importante, telle que définie à l'article 152 de l'arrêté du xx/xx/2020, la convention de raccordement précise, pour ce qui relève de l'application des prescriptions définies dans le code DCC, les nouvelles exigences applicables à l'installation conformément à la présente délibération de la CRE.~~



2.4 Modification importantes d'un réseau de distribution d'électricité

Rédaction envisagée par la CRE :

En cas d'ajout d'un transformateur HTB/HTA avec rame ou demi-rame dans un poste source, les articles du code de raccordement DCC s'appliquant à ce poste source sont :

- l'article 19 relatif au contrôle commande qui s'applique aux postes sources pour lesquels il y a l'ajout d'un transformateur HTB/HTA avec rame ou demi-rame et*
- l'article 15 relatif au compensation de puissance réactive à l'interface RPT/RPD qui s'applique aux postes sources pour lesquels il y a l'ajout d'un transformateur HTB/HTA causé par le raccordement de nouvelles installations de productions au réseau HTA.*

Question 11

Êtes-vous favorable à l'application des exigences du règlement DCC à un réseau de distribution faisant l'objet d'une modification telle que définie à l'article 152 du projet d'arrête ?

RTE est favorable à la rédaction envisagée par la CRE.

Rédaction envisagée par la CRE :

Lorsqu'un poste source fait l'objet d'une modification importante, l'établissement d'une nouvelle convention de raccordement est nécessaire.

Question 12

Êtes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant la modification de la convention de raccordement à la suite d'une modification importante d'un réseau de distribution ?

Le code de réseau DCC se limite à décrire les capacités constructives à la maille d'un poste source. Aussi, en cas de « modifications importantes », il convient de limiter la problématique de la mise à jour de la Convention de raccordement aux seules prescriptions techniques relevant du code DCC ; les autres prescriptions relevant de l'application des dispositions de l'arrêté en attente de publication.

De ce fait, la proposition est la suivante :

~~Lorsqu'un poste source~~ Lorsqu'une installation de distribution fait l'objet d'une modification importante, telle que définie à l'article 152 de l'arrêté du xx/xx/2020, l'établissement d'une nouvelle convention de raccordement est nécessaire la convention de raccordement précise, pour ce qui relève



de l'application des prescriptions définies dans le code DCC, les nouvelles exigences applicables à l'installation conformément à la présente délibération de la CRE.
